

Adresse du tribunal:

--

Requête concernant les mesures protectrices de l'union conjugale art. 172 ss CC et 271 ss CPC

1 Partie requérante

Nom *	Rue *	N°	Numéro de téléphone
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom *	Case postale		Numéro de téléphone portable
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
ou raison sociale *	NPA * Lieu *		Adresse e-mail
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Profession	Lieu d'origine		Traduction nécessaire ?
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="checkbox"/> Oui
Date de naissance	Nationalité		Langue
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>

* à indiquer obligatoirement

2 Représentant/e de la partie requérante

Nom	Rue	N°	Numéro de téléphone
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom	Case postale		Numéro de téléphone portable
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	NPA Lieu		Adresse e-mail
	<input type="text"/>		<input type="text"/>

3 Epoux / Epouse

Nom *	Rue *	N°	Numéro de téléphone
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom *	Case postale		Numéro de téléphone portable
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
ou raison sociale *	NPA * Lieu *		Adresse e-mail
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
Profession	Lieu d'origine		Traduction nécessaire ?
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="checkbox"/> Oui
Date de naissance	Nationalité		Langue
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>

* à indiquer obligatoirement

4 Représentant/e de l'époux/épouse

Nom	Rue	N°	Numéro de téléphone
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prénom	Case postale		Numéro de téléphone portable
<input type="text"/>	<input type="text"/>		<input type="text"/>
	NPA Lieu		Adresse e-mail
	<input type="text"/>		<input type="text"/>

5 Mariage

Date: Lieu:

6 Enfants

Enfant		
Nom	Prénom	Date de naissance
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text" value="jj.mm.aaaa"/>

Enfant		
Nom	Prénom	Date de naissance
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text" value="jj.mm.aaaa"/>

7 Conclusions

Il est constaté que les époux ont suspendu leur vie commune le .

ou

La suspension de la vie commune sera ordonnée à compter du pour une durée indéterminée.

Les enfants mineurs seront confiés à la garde de (époux/épouse).

(époux/ épouse) aura le droit et le devoir de prendre les enfants mineurs en visite ou pour des vacances, à ses propres frais et sans réduction de la contribution d'entretien, selon les modalités suivants:

(époux/ épouse) sera tenu(e) de verser au requérant une contribution d'entretien mensuelle de CHF payable à l'avance, à partir du .

(époux/ épouse) sera tenu(e) de verser au requérant une contribution d'entretien mensuelle de CHF payable à l'avance, à partir du pour chaque enfant. Les allocations pour enfant et les allocations de formation sont à payer en plus.

(époux/ épouse) aura l'usage du logement de la famille, y compris le mobilier et les ustensiles de ménage.

ou

(époux/ épouse) sera tenu(e) de remettre au demandeur toutes ses affaires personnelles ainsi que les objets suivants appartenant au ménage:

Les frais et les dépens sont mis à la charge de (époux/ épouse).

8 Motivation ¹

9 Annexes

- procuration du représentant
- certificats de salaire de l'année précédente
- décomptes de salaire de l'année en cours
- contrat de travail et règlement relatif aux frais (si existant)
- en cas d'activité indépendante : les trois derniers bilans comptables
- contrat de bail
- attestations des intérêts hypothécaires et des frais accessoires
- certificat des primes d'assurance-maladie
- décision d'octroi d'une réduction des primes d'assurance-maladie
- attestations d'assurance ménage / responsabilité civile
- attestations des frais pour enfants
- dernière déclaration d'impôt (y compris les formulaires et annexes, en particulier l'état des titres)
- dernières décisions détaillées de taxation
- extraits actuels des comptes postaux et bancaires ainsi que d'autres attestations de la situation financière actuelle
- autres titres invoqués comme moyens de preuve :

La requête peut être adressée au tribunal sous forme d'un document papier ou électronique. Si les actes et les annexes sont adressés sur papier, un exemplaire doit être transmis à l'intention du tribunal et un à l'intention de chaque partie adverse. Les documents adressés sous forme électronique doivent être certifiés par la signature électronique reconnue de l'expéditeur (art. 130 et 131 CPC) ; la transmission par courrier électronique ordinaire n'est pas admise.

10 Signature manuscrite ²

Lieu / Date

Signature

.....

.....

Si le/la signataire n'est pas en possession d'une signature qualifiée reconnue selon la loi SCSE, le formulaire doit être imprimé, signé à la main et adressé resp. transmis (personnellement, par courrier postal etc.) sous forme de document papier.

-
- ¹ Indiquer, de manière compréhensible et ordonnée, les raisons principales pour lesquelles les prétentions de la partie requérante devraient lui être accordées. Les moyens de preuve correspondants (titres, témoignages, renseignements écrits, interrogatoire et déposition de partie, inspection, expertise) sont indiqués pour chaque fait.
 - ² La partie requérante doit signer en propre la demande s'il n'a pas de représentant/e. Si elle a un/une représentant/e, celui-ci ou celle-ci doit signer la demande et présenter une procuration.